

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 02/05/24

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRAPHOCOLOR APTAR

19 AVENUE DES VIEUX MOULINS
74000 Annecy

Références : [20240423-RAPInspAPTARAnnecy-V3.odt](#)
Code AIOT : 0006104534

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement GRAPHOCOLOR APTAR implanté 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS 74000 Annecy. L'inspection a été annoncée le 22/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu le lendemain du signalement le 22/04/2024 d'un déversement accidentel d'effluent acide dans le ruisseau, suite à la défaillance de l'obturateur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAPHOCOLOR APTAR
- 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS 74000 Annecy
- Code AIOT : 0006104534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GRAPHOCOLOR a été créée en janvier 1951, elle emploie entre 200 et 250 salariés. La superficie du site est de 19 000 m². GRAPHOCOLOR a pour activité l'anodisation et la coloration de toutes petites pièces et de petits bouchons en aluminium. Les bouchons sont fabriqués par emboutissage à partir de tôle d'aluminium. L'anodisation et la coloration sont réalisées dans des bains de traitement de surface d'un volume total de 155,7 m³ répartis dans deux ateliers dénommés U1U2 et U7U8 (ancien atelier U3).

Contexte de l'inspection :

- déversement accidentel d'effluent acide dans le ruisseau, suite à la défaillance de l'obturateur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Chronologie de l'événement	Code de l'environnement du 22/04/2024, article R 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	prévention de pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 8.1.8	Demande d'action corrective	15 jours
5	conditions de rejet des effluents	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.4.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 22/04/2024, article R 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un déversement d'effluent acide a été constaté par l'exploitant le 22/04/2024 dans le ruisseau canalisé bordant le site malgré l'obturation de la canalisation de rejet au niveau du regard d'eaux pluviales ; l'obturateur étant défaillant.

L'exploitant a mené des actions correctives pour identifier les apports d'effluents acides dans le réseau d'eaux pluviales et réparer la fuite.

Lors de l'inspection, il a été constaté que :

- des rejets acides sont régulièrement constatés dans le réseau d'eaux pluviales
- la séparation et/ou l'étanchéité des réseaux d'eaux industrielles et d'eaux pluviales apparaît défaillante
- des rejets d'eaux industrielles vers le réseau d'eaux pluviales se poursuivent (arrivée d'un rejet blanchâtre au niveau de 3 regards «eaux pluviales » inspectés)

En conséquence, vu les non-conformités constatées il est proposé de mettre en demeure l'exploitant :

- d'assurer l'étanchéité ainsi que la séparation effective des réseaux de collecte des eaux industrielles et des eaux pluviales du site. L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un rapport de fin de travaux traçant l'ensemble des vérifications et travaux menés pour garantir, de manière pérenne l'étanchéité des réseaux.
- de respecter les valeurs limites d'émission dans les rejets d'eaux. A cet effet, les consignes sur les sondes pH seront revues et les arrivées dans le réseau d'eaux pluviales seront caractérisées.

De plus, l'exploitant produira sous 15 jours un rapport d'incident précisant les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Il mettra en place un programme de maintenance préventive comprenant un examen périodique des réseaux ; les vérifications seront consignées dans un registre qui sera tenu à disposition de l'inspection. Jusqu'au rétablissement de l'étanchéité complète des réseaux, une maintenance renforcée sera mise en place, avec une inspection visuelle quotidienne de l'obturateur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/04/2024, article R 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, déclaration de l'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a alerté lundi 22 avril 2024 par téléphone à l'inspectrice adjointe de la subdivision G3 doublé d'un courriel aux inspectrices de la subdivision G3 et à la cheffe adjointe de l'UDDS qu'il a constaté le jour-même un déversement d'eau acide dans le réseau d'eaux pluviales.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant en cas de non-réponse par téléphone des deux inspectrices en

charge de la subdivision (Mme AUFFRET : 04 50 08 09 14 et Mme BUHREL : 04 50 08 09 15) d'appeler le standard de l'UDDS au 04 50 08 09 00.

Suite au contact téléphonique, il est demandé de confirmer systématiquement le signalement par courriel adressé aux deux inspectrices du site, mais également à la boîte mail du service : ud-ds.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr.

Pendant la période des week-ends, jours fériés et en dehors des heures de bureau, il conviendra de prévenir l'astreinte du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles de la Préfecture (SIDPC) au numéro suivant : **06 09 37 11 41** et d'adresser, après le contact téléphonique, une confirmation mail à l'unité départementale de la DREAL.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Chronologie de l'événement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/04/2024, article R 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, circonstances et causes de l'accident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a décrit la chronologie de l'événement :

- L'inspection a alerté l'exploitant le vendredi 19 avril 2024 d'une pollution (écoulement blanc) qui s'est produit le mercredi 17 avril 2024 à l'exutoire du ruisseau de l'Isernon dans le Thiou, suite à une information donnée par les services du SILA.
A noter que cette alerte faisait suite à deux autres signalements des services de la collectivité (SILA, service d'hygiène de la mairie) et relayés à l'industriel le 9 avril (écoulement blanchâtre) et le 15 avril (mousse rose).
- L'exploitant a indiqué à l'inspection le 19 avril ne pas avoir connu d'incident sur site pouvant justifier les écoulements mentionnés. Il a indiqué toutefois avoir engagé, à la suite de la première alerte, des prélèvements proches de l'exutoire, pour analyse en laboratoire, afin de comprendre l'origine possible de ces traces.
- Le lundi 22 avril, l'exploitant a une inspection visuelle de tous les exutoires d'eaux pluviales de son site et a constaté un écoulement d'eau dans l'Isernon malgré le déclenchement du ballon obturateur. Il a effectué un prélèvement de l'eau dans le regard d'eau pluviales qui s'avérait être acide (pH de 2).

- L'exploitant a engagé une recherche de fuite sur ces réseaux. L'analyse de l'acidité pH de l'ensemble du réseau pluvial a permis de localiser la zone d'arrivée de l'effluent acide. Il s'agissait d'une fuite de la canalisation de rejet des rinçages de l'unité de dégraissage. Ces eaux contiennent un mélange d'acide sulfurique et acide phosphorique et le volume de rejet de l'atelier est de l'ordre d'environ 250 litres/heure. L'atelier de dégraissage a été stoppé à 11h30 et la réparation de cette canalisation a été effectuée dans l'après-midi (raccord fuyard dans le regard situé au droit du panneau de signalisation à l'entrée du site).
- Parallèlement, l'exploitant a procédé au pompage en continu des eaux pluviales au niveau du regard avant l'exutoire à l'Isernon, en amont de l'obturateur fuyard afin de garantir l'absence d'écoulement non conforme au milieu. Les eaux pompées sont envoyées dans la station de traitement des eaux industrielles interne.
- Suite à la réparation de la canalisation en cause, le pH des eaux arrivant dans le collecteur d'eau pluviales est redevenu conforme en fin d'après-midi. Toutefois, le pompage de ces eaux est maintenu et celles-ci sont toujours évacuées dans la station d'épuration interne en attendant la réparation du ballon obturateur qui interviendra le 21/05/2024.

Interrogé sur les motifs de déclenchement du ballon obturateur et notamment le début de l'évènement, l'exploitant a indiqué ne pas connaître précisément la date de déclenchement, dans la mesure où celui-ci est mis en œuvre régulièrement (3 jours sur 4 depuis le début de l'année 2024) en raison de la récurrence de présence d'acidité au rejet des eaux pluviales au niveau du regard de l'exutoire à l'Isernon. L'exploitant a mis en place un plan d'actions pour identifier l'origine de ces rejets réguliers non conformes (test fluorescéine, mesure du pH), il a constaté à minima un défaut d'étanchéité de son réseau d'eaux industrielles avec des apports vers le réseau d'eaux pluviales au niveau de la zone arrière de l'unité de traitement U1/U2.

Des travaux de reprise d'étanchéité sont prévus, mais nécessitent le déplacement de certaines machines et donc l'arrêt de l'activité. Les travaux sont programmés à partir du 27 juillet, pour une durée de 4 semaines.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant adressera au préfet et à l'inspection des installations classées, sous quinze jours un rapport d'incident, conformément à l'article R 512-69 du code de l'environnement.

Il comprendra une analyse approfondie des causes ; cette analyse questionnera en particulier la possibilité d'apports vers le réseau d'eaux pluviales, en dehors de la zone déjà identifiée U1/U2. La galerie technique des eaux industrielles sera expertisée, notamment vers l'ancienne zone de micro-billage.

La caractérisation des conséquences dans l'environnement de la perte d'étanchéité du réseau d'eaux industrielles sera décrite, ainsi que les moyens de surveillance à mettre en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : prévention de pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : <p>Toutes dispositions seront prises pour éviter la dilution et pour conserver à l'état le plus concentré possible les divers effluents issus des installations afin d'en faciliter le traitement et si besoin, les prélever à la source pour permettre des traitements spécifiques.</p> <p>Le réseau de collecte des effluents liquides devra être de type séparatif. Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet, sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Les ouvrages de rejet devront être en nombre aussi limité que possible et aménagés de manière à réduire au maximum la perturbation apportée au milieu récepteur.</p> <p>Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être étanches. Leur tracé devra en permettre le curage ou la visite en cas de besoin. En aucun cas ces ouvrages ne devront contenir des canalisations de transport de fluides dangereux ou être en relation directe ou indirecte avec celles-ci.</p>
Constats : <p>Un plan topographique a été transmis suite à la visite. Celui-ci a été modifié le 25/08/2022.</p> <p>Les plans montrent la présence de réseaux séparatifs (eaux industrielles et eaux pluviales), avec 3 trois points de rejets :</p> <ul style="list-style-type: none">- celui de la station d'épuration des eaux industrielles qui s'évacue dans le ruisseau canalisé des trois fontaines (Isernon),- celui des eaux pluviales qui est situé en aval de l'unité de traitement U1/U2 et s'évacue dans le ruisseau canalisé des trois fontaines,- celui qui traverse le site de l'entreprise Richardson et s'évacue bien plus en aval dans le ruisseau des trois fontaines. <p>L'exploitant a également fourni un extrait du plan des réseaux du Grand Annecy pour le secteur.</p> <p>Chaque exutoire est équipé d'une sonde de mesures du pH en continu.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la sonde de mesure sur l'exutoire du réseau d'eaux pluviales en aval de l'unité U1/U2 mesure de manière récurrente des pH inférieurs à 5,5, depuis le début de l'année 2024 (plusieurs fois par semaine), déclenchant l'obturation du rejet et le renvoi en tête de station de traitement des effluents.</p> <p>Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être ne sont donc pas étanches.</p> <p>Un plan d'actions a été initié pour identifier l'origine de l'arrivée d'eaux acides dans le regard des eaux pluviales. L'exploitant localise le probable défaut d'étanchéité à l'arrière de la zone de l'unité U1/U2 et fait l'hypothèse d'un défaut d'étanchéité des conduites d'évacuation ou des fosses de reprises des eaux industrielles (circulation enterrée ou semi-enterrée).</p> <p>Questionné sur un défaut d'étanchéité au niveau des cuves de traitement, l'exploitant a indiqué</p>

ne pas avoir réalisé de contrôle spécifique de l'étanchéité des rétentions de cette unité, mais il considère que les alarmes de niveaux sur les lignes de traitement permettent de signaler un éventuel défaut d'étanchéité à ce niveau.

Par ailleurs, lors de la visite il a été constaté une arrivée d'eaux blanchâtres dans le regard de collecte des eaux pluviales, situé à proximité de l'unité U1/U2. Cette arrivée a été détectée au niveau de 3 regards inspectés sur le réseau d'eaux pluviales. Il s'agit d'eaux susceptibles d'être polluées. La séparation des réseaux n'est donc pas effective.

A noter que l'objet de l'inspection et du présent rapport est de traiter le rejet accidentel au niveau de l'exutoire des eaux pluviales situé à l'arrière de l'atelier U1U2. Un rapport distinct traite de l'incident constaté le 24 mars sur le rejet d'eaux pluviales cheminant sous le site RICHARDSON.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procédera à la caractérisation du rejet d'eaux blanchâtres présent sur les 3 regards EP situés entre l'Isernon et l'atelier U1/U2 (mesure de l'ensemble des paramètres visés à l'article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral).

Il transmettra les résultats à l'inspection des installations classées, ainsi qu'au gestionnaire du réseau et à la police de l'eau :

- de la caractérisation des eaux pluviales rejetées suite au premier signalement du 9 avril ;
- de la caractérisation de l'écoulement blanchâtre, tel que visualisé le jour de l'inspection.

Suite à ce constat, il est proposé au Préfet de mettre en demeure l'exploitant d'assurer l'étanchéité ainsi que la séparation effective des réseaux de collecte des eaux industrielles et des eaux pluviales du site.

De plus, il devra effectuer un contrôle de l'étanchéité des rétentions lors des travaux de l'unité U1U2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective avec transmission de justificatifs, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 8.1.8

Thème(s) : Risques chroniques, consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages,

réentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets.

Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.

Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment :

la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité,
les conditions dans lesquelles sont délivrées les substances et préparations toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport,
la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation,
les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection,
les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles,
les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article 2.3 du présent arrêté.

L'exploitant a l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ou d'incident conformément aux dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

Constats :

Questionné au sujet de la présence d'acidité dans le rejet eaux pluviales, l'exploitant a indiqué n'avoir jamais effectué de test d'étanchéité des réseaux. Il procède à des inspections visuelles ponctuelles, au niveau des différents regards, mais celles-ci ne sont pas tracées dans un document.

Le déclenchement des ballons obturateurs n'est pas tracé dans un registre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à ce constat, il est demandé à l'exploitant de mettre en place un programme de maintenance préventive comprenant un examen périodique des réseaux. Les vérifications seront consignées dans un registre qui sera tenu à disposition de l'inspection.

De plus, l'exploitant complétera les consignes de sécurité visées à l'article 8.1.8 afin de tracer le déclenchement des ballons obturateurs. Ces consignes seront également modifiées sur le critère de déclenchement pH (cf point de contrôle n°5).

Le ballon obturateur devra être réparé au plus vite et maintenu en place jusqu'à la fin des travaux visant à rétablir l'étanchéité des réseaux. Pendant cette période, une inspection quotidienne sera réalisée pour vérifier l'absence de rejet parasite vers l'Isernon.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : conditions de rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, normes de rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces effluents devront respecter les normes suivantes en sortie de la station de traitement de l'établissement, avant rejet au milieu naturel et sans dilution :</p> <p>pH compris entre 6,5 et 9</p>
<p>Constats :</p> <p>Le réseau d'eaux pluviales fait l'objet de venues parasites d'eaux industrielles. Dans ces conditions et dans l'attente du rétablissement de l'étanchéité des réseaux, le rejet ne peut être considéré comme non susceptible d'être pollué et à ce titre doit respecter les valeurs limites de rejet fixées à l'article 2.4.4.2.</p> <p>L'exploitant a expliqué que les sondes pH installées dans les trois exutoires du site sont calibrées tous les mois et que le pH est suivi en continu. Une alarme sur téléphone portable s'enclenche dès que le pH atteint une valeur de 5,5. Cette consigne ne permet pas de respecter la valeur basse du pH fixé par l'arrêté préfectoral du site qui demande que les eaux rejetées doivent respecter un pH compris entre 6,5 et 9.</p> <p>Lorsque l'alarme se déclenche, un agent gestionnaire de la station d'épuration interne (entreprise SIPHOS) intervient pour activer manuellement le ballon obturateur. Les eaux sont alors contenues sur le site et renvoyées vers la station de traitement des effluents.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite à ce constat et dans l'attente du rétablissement de l'étanchéité des réseaux, il est proposé au Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous 3 jours, les valeurs limites de rejets figurant à l'article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 29/10/2007.</p> <p>A cet effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'ensemble des eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont considérées comme des eaux industrielles et sont renvoyées vers la station de traitement des effluents ; • la consigne pH sur l'ensemble des sondes sera modifiée de manière à garantir les valeurs limites de pH (rejet compris entre 6,5 et 9).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 jours